paix du 30. Avril 1748. & en quel état il étois lorsque le Traité de paix définirif sur signé le 18. Octobre de la même année. Ils prétendirent aussi que pout décider parfaitement la situation où il devoit rester du côté de la mer, il falloit produire des extraits de ce qui étoit stipulé sur ce sujet dans les anciens Traités.

Comme un examen de cette nature auroit donné lieu à des longueurs infinies, & que d'ailleurs on est informé des ordres de la Cour de France pour l'exécution de l'atticle ci-dessus, c'est ce qui a fait rejetter la proposition avec une si

grande supériorité de voix.

III. Malgré tous les resforts mis en œuyre pour s'opposer à l'affaire de la réduction des intérêts, ou pour la traverser; le Gouvernement n'a rien négligé de tout ce qui pouvoit contribuer au succès de cette affaire. Les mesures qu'il a prifes en même tems pour rembourfer ceux qui refuseront de donnet leur consentement, sont telles, que l'on s'en promet austi une entière téussite. Il est même que la crainte du remboursement & le défaut d'occasion pour placer des fonds ailleurs à un intérêt plus avantageux & avec autant de sureté, ont déterminé déja un grand nombre de personnes à souscrire aux conditions sous lesquelles la réduction a été annoncée, puisque l'on comptoit déja le 12. du mois de Mars pour quarante - deux millions de sommes souscrites sur le pied de la réduction de trois pour cent d'intérêt, des Compagnies entiéres y ayant souscrit, aufli-bien que les Directeurs & Intéressés dans la Banque. Cette somme souscrite auroit de quoi étonner. Mais il faut savoir que suivant l'état des dettes nationales, qui a été temis devant la Chambre des Seigneurs,